



Conseil de sécurité

Distr. générale
1er août 2002
Français
Original: anglais

Lettre datée du 31 juillet 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint, présenté par Antigua-et-Barbuda en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

Lettre datée du 22 juillet 2002, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir, ci-joint, le rapport qu'Antigua-et-Barbuda a établi en application de la résolution 1373 (2001) (voir pièce jointe). Antigua-et-Barbuda, qui regrette le retard accusé par cette transmission, tenait à soumettre un rapport adéquat en dépit des contraintes auxquelles il doit faire face – ses effectifs étant limités et aux prises avec une importante charge de travail, dont le remplissage de questionnaires pour le Fonds monétaire international (FMI), le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en plus du traitement des requêtes provenant des divers organismes des Nations Unies.

Nous espérons avoir répondu à votre attente et nous tenons à votre disposition pour toutes autres informations complémentaires.

L'Ambassadeur
(Signé) Patrick Albert **Lewis**

Pièce jointe

Rapport présenté au Comité contre le terrorisme par Antigua-et-Barbuda en application des dispositions du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001*

1. Introduction

Antigua-et-Barbuda entend s'employer sans réserve, en coopération avec les autres États Membres des Nations Unies, à éliminer les actes de terrorisme et les activités terroristes qui menacent la paix et la sécurité internationales. Antigua-et-Barbuda entend également coopérer avec le Comité contre le terrorisme créé par la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme international.

2. Législation

Avant le 11 septembre 2001, Antigua-et-Barbuda disposait déjà, dans son recueil des lois, de la loi No 17 de 1997 sur la répression du terrorisme. La section 5 de cette loi érige en infractions des actes tels que le meurtre, l'homicide, le viol, l'enlèvement, le rapt, la séquestration, l'incendie volontaire et l'utilisation d'explosifs et de poudre à feu pour commettre des délits graves, etc.

À la suite des événements du 11 septembre 2001, Antigua-et-Barbuda a adopté, le 27 décembre 2001, la loi No 15 sur la prévention du terrorisme. Cette loi interdit le financement des organisations et des activités terroristes. Elle interdit aussi la fourniture, la vente ou le transfert à des terroristes ou à des organisations terroristes d'armes, de munitions, de véhicules et de matériel militaires, de matériel paramilitaire, d'avions ou de bateaux et de pièces de rechange et d'éléments connexes pour le matériel susmentionné. La loi sur la prévention du terrorisme interdit les transactions sur les biens de quelque nature que ce soit avec des terroristes ou des organisations terroristes. Elle interdit aussi à toute personne résidant à Antigua-et-Barbuda d'offrir des services financiers à des terroristes ou à des organisations terroristes.

La loi sur la prévention du terrorisme autorise l'Organisme de supervision créé en vertu de la loi sur la prévention du blanchiment de l'argent à publier au *Journal officiel* les noms des personnes et des entités qu'il soupçonne d'être des terroristes ou des organisations terroristes et à geler les fonds et autres avoirs appartenant à ces personnes ou entités.

Mesures prises en application de la loi sur la prévention du terrorisme

3. Mesure administrative prise par le Gouvernement

Le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a communiqué aux services de l'immigration et des douanes un avis de signalement concernant les personnes qui, d'après les informations transmises par les organismes internationaux compétents,

* Les annexes peuvent être consultés auprès du Secrétariat.

sont soupçonnées d'avoir participé à des activités terroristes ou d'appartenir à des organisations terroristes.

4. Paragraphe 1

La loi No 15 sur la prévention du terrorisme est entrée en vigueur le 27 décembre 2001. Elle interdit le financement des terroristes et des activités terroristes et érige en infraction le non-respect de cette interdiction, qui est puni d'une peine maximale de 25 années d'emprisonnement assortie d'une amende de 100 000 dollars. En outre, les tribunaux sont habilités à ordonner la confiscation des biens et des avoirs en jeu. Antigua-et-Barbuda applique donc pleinement les dispositions de la résolution 1373 (2001) relatives au financement du terrorisme.

Alinéa a) – Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et réprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à 1 d)?

En vertu des pouvoirs que lui confère la loi sur la prévention du terrorisme, l'Organisme de supervision a publié, dans les Nos 19 et 20 du *Journal officiel*, en avril 2002, les noms des personnes et des organisations soupçonnées de terrorisme. Il a également ordonné à toutes les institutions financières de geler les comptes des terroristes et des organisations terroristes dont les noms ont été publiés. Les institutions financières ont également été invitées à notifier à l'Organisme de supervision les transactions relatives aux comptes des terroristes ou des organisations terroristes cités dans le *Journal officiel*. Elles ont par ailleurs reçu instruction de vérifier si des personnes ou des organisations dont les noms avaient été publiés par l'Organisme de supervision avaient ouvert des comptes auprès de ces institutions.

En tant que membre du Groupe d'action financière des Caraïbes chargé de réprimer les activités liées au blanchiment de l'argent, Antigua-et-Barbuda appuie l'extension du mandat du Groupe à la répression du financement du terrorisme.

Alinéa b) – Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?

La loi No 15 de 2001 sur la prévention du terrorisme définit un certain nombre d'infractions. Ainsi, la section 5 de la loi érige en infractions les transactions portant sur des biens de toute nature se trouvant à Antigua-et-Barbuda et appartenant à un terroriste ou à une organisation terroriste. Est également coupable d'une infraction toute personne résidant à Antigua-et-Barbuda, qui réalise une transaction sur des biens de toute nature se trouvant en dehors d'Antigua-et-Barbuda et appartenant à un terroriste ou à une organisation terroriste. Les interdictions visent spécifiquement les biens appartenant au Gouvernement taliban d'Afghanistan, à l'organisation Al-Qaïda ou à toute organisation terroriste dont le nom a été publié au *Journal officiel*, conformément aux dispositions de la loi susmentionnée. Les transactions portant sur des biens ou des opérations commerciales dont on sait qu'ils appartiennent à Oussama ben Laden ou effectuées en son nom sont spécifiquement interdites.

Toute personne qui contrevient aux interdictions susmentionnées est passible d'une peine maximale de 25 années d'emprisonnement, le tribunal étant habilité par ailleurs à confisquer les biens ou les produits liés aux transactions au profit de la Couronne.

Aux termes de la loi sur la prévention du terrorisme, une institution financière commet une infraction si elle ne se conforme pas aux instructions que lui adresse l'Organisme de supervision concernant un compte ou des avoirs appartenant à un terroriste ou à une organisation terroriste. Elle encourt, dans ces cas, une amende de 100 000 dollars.

Alinéa c) – Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoirs détenus dans les banques et institutions financières? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures pertinentes qu'ils auront prises.

Le Gouvernement procède au gel des comptes et des avoirs en application de la loi de 1996 sur la prévention du blanchiment de l'argent, de la loi de 1993 sur le produit des activités criminelles et de la loi de 2001 sur la prévention du terrorisme.

Aucun individu ou groupe désigné par le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a été identifié comme détenant ou possédant des comptes ou des avoirs à Antigua-et-Barbuda.

Alinéa d) – Quelles sont les mesures mises en place pour interdire les activités énumérées dans cet alinéa?

La loi sur la prévention du terrorisme interdit à toute personne résidant à Antigua-et-Barbuda de mener des transactions sur des biens, en quelque endroit qu'ils se trouvent, appartenant à des personnes ou à des organisations désignées comme des terroristes ou des organisations terroristes. La loi désigne spécifiquement le Gouvernement taliban d'Afghanistan, l'organisation Al-Qaida et Oussama ben Laden.

La loi interdit par ailleurs aux institutions financières qui mènent des activités à Antigua-et-Barbuda d'offrir des services financiers à des terroristes ou à des organisations terroristes désignés comme tels.

Aux termes de la loi sur la prévention du terrorisme, l'Organisme de supervision est habilité à ordonner à toute institution financière ou à toute personne détenant ou contrôlant des avoirs de geler les comptes et les avoirs appartenant à Oussama ben Laden, à l'organisation Al-Qaida ou à toute autre organisation terroriste désignée comme telle. Toute personne qui ne se plie pas à cette requête commet une infraction.

Paragraphe 2

Alinéa a) – Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à cet alinéa? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues dans votre pays pour réprimer i) le recrutement de membres de groupes terroristes et ii) l'approvisionnement en armes des terroristes? Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher ces activités?

La section 4 de la loi de 2001 sur la prévention du terrorisme interdit la vente, le transfert ou la fourniture directs ou indirects d'armes, de munitions, de véhicules et de matériel militaires, d'avions ou de bateaux, de pièces de rechange et d'éléments connexes pour le matériel susmentionné à tout terroriste ou organisation terroriste désignés comme tels ou au Gouvernement taliban d'Afghanistan.

L'interdiction porte aussi sur la fourniture de conseils techniques, d'assistance ou de formation ayant trait à des activités militaires ou de personnel armé. Sont également visés par la mesure d'interdiction certains produits chimiques tels que l'anhydride acétique et les armes de destruction massive chimiques, biologiques ou nucléaires.

Alinéa b) – Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?

Les lois sur l'immigration d'Antigua-et-Barbuda comprennent des dispositions qui permettent de déclarer indésirables certaines personnes, dont les terroristes. Si elles se trouvent sur le territoire d'Antigua-et-Barbuda, ces personnes sont donc passibles d'une mesure d'expulsion.

Antigua-et-Barbuda coopère actuellement avec les pays de la région, dans le cadre du Système régional de sécurité (Regional Security System) en vue de surveiller les mouvements de certaines personnes considérées comme indésirables, soit du fait qu'elles sont soupçonnées de se livrer à des activités de trafic de stupéfiants ou de blanchiment d'argent soit parce qu'elles appartiennent à des organisations terroristes ou sont liées à des terroristes.

La coopération avec les organismes extérieurs de renseignements, tels qu'Interpol, et les accords bilatéraux sont quelques-unes des mesures mises en place pour favoriser l'échange d'informations et le recueil de renseignements sur les terroristes et les activités terroristes.

Alinéa c) – Existe-t-il des lois ou des procédures interdisant de donner asile aux terroristes – par exemple des lois visant à exclure ou expulser les types de personnes visées à cet alinéa? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cet égard.

La loi relative à l'immigration et aux passeports (chap. 208) interdit d'offrir un sanctuaire aux ressortissants étrangers qui financent, planifient, facilitent ou commettent des actes de terrorisme. Les citoyens d'Antigua-et-Barbuda qui se livrent à de telles activités sont passibles de poursuites sous l'empire de la loi de 2001 portant prévention du terrorisme ou de la loi de 1993 portant répression du terrorisme, ou d'extradition vers le pays étranger où ces crimes auraient été commis.

La loi relative à l'immigration et aux passeports habilite le Gouverneur général, agissant en toute discrétion, à interdire par voie d'arrêté l'entrée en Antigua-et-Barbuda à tout étranger ou catégorie d'étrangers. Elle habilite également le Gouvernement à interdire l'entrée à toute personne qui, au vu d'informations ou d'avis fiables, sont déclarées par arrêté pris en Conseil des ministres comme résident ou visiteur indésirable dans le pays. En vertu des deux dispositions sus-évoquées, sera déclarée indésirable et interdite de séjour en Antigua-et-Barbuda ou expulsée du pays si elle s'y trouve toute personne qualifiée de terroriste ou qui fréquente des terroristes ou finance les activités de terroristes ou leur fournit une aide de toute autre manière.

Alinéa d) – Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.

La loi de 1993 portant répression du terrorisme a créé des infractions de terrorisme de portée extraterritoriale. Aux termes de l'article 5 1) de ladite loi, toute personne, qu'elle soit ressortissante d'Antigua-et-Barbuda ou non, qui commet en tout pays un acte punissable en Antigua-et-Barbuda sera poursuivie de ce chef en Antigua-et-Barbuda.

Toujours selon l'article 5 4) de cette loi, tout étranger qui commet hors d'Antigua-et-Barbuda et du pays dont il est ressortissant un acte quelconque punissable dans le pays de commission de l'infraction laquelle aurait constitué une infraction de terrorisme si elle avait été le fait d'un ressortissant d'Antigua-et-Barbuda y sera poursuivi sous l'empire de la loi dans les mêmes conditions que s'il était ressortissant d'Antigua-et-Barbuda.

Alinéa e) – Quelles mesures avez-vous prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes? Veuillez donner des exemples de condamnations obtenues et de peines prononcées.

Antigua-et-Barbuda s'est donné des lois pour ériger en infractions graves les actes visés dans les conventions auxquelles il est partie. Il s'agit de la loi de 1991 portant répression du terrorisme, de la loi de 1993 relative aux infractions sur les matières nucléaires et de la loi de 1993 sur les personnes jouissant d'une protection internationale.

Le Gouvernement travaille à un projet de modification de la loi de 2001 portant prévention du terrorisme qui tend à créer des infractions spécifiques pour appréhender les problèmes nés du 11 septembre.

Alinéa f) – Quels procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour aider les autres États? Veuillez donner des détails sur la manière dont ces procédures et mécanismes ont été utilisés dans la pratique.

Trois textes de lois en vigueur font obligation à Antigua-et-Barbuda de prêter assistance à d'autres États à l'occasion d'enquêtes et de poursuites pénales. Il s'agit de la loi No 2/1993 de 1993 relative à l'entraide en matière pénale, de la loi d'extradition No 12/1993 de 1993 et de la loi 9/1996 de 1996 portant prévention du blanchiment d'argent.

La loi relative à l'entraide en matière pénale organise l'assistance aux États membres du Commonwealth à l'occasion d'enquêtes ou de poursuites concernant des crimes au sujet desquels l'État requis détiendrait quelques informations de nature à concourir à l'enquête ou aux poursuites, de même qu'aux États membres du Commonwealth. Sont visées les infractions graves et les actes de terrorisme.

Parmi les matières pouvant donner lieu à l'entraide judiciaire, on citera les infractions graves créées par la loi portant répression du terrorisme, la loi relative aux infractions sur les matières nucléaires, la loi sur la prise d'otages, la loi sur le détournement et la loi sur le génocide.

La loi d'extradition organise la procédure d'extradition des personnes recherchées par d'autres pays pour certaines infractions, y compris les infractions de terrorisme perpétrées dans ces pays.

La loi portant prévention du blanchiment d'argent permet par ailleurs à Antigua-et-Barbuda de coopérer avec les organismes internationaux à l'occasion d'enquêtes sur les activités criminelles liées au blanchiment d'argent, les produits de la criminalité et les infractions sur les drogues.

Les organismes chargés de l'application des lois d'Antigua-et-Barbuda coopèrent pleinement avec Interpol, le FBI et la Gendarmerie royale canadienne à l'occasion d'enquêtes et de poursuites de crimes transnationaux.

Le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda reçoit de temps à autre du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et du Gouvernement canadien, en vertu de la loi d'extradition, des demandes tendant à l'extradition de personnes vivant en Antigua-et-Barbuda qui sont recherchées aux États-Unis et au Canada pour des infractions commises dans ces pays. Ces demandes sont présentées par la voie diplomatique. La loi d'extradition invoquée à l'appui de la demande est examinée et si les preuves produites satisfont les conditions d'extradition, le tribunal peut ordonner l'extradition des intéressés.

Antigua-et-Barbuda coopère également avec les États-Unis d'Amérique, le Canada, le Royaume-Uni et la Belgique dans le cadre d'entraide en matière pénale et du Traité d'entraide conclu avec les États-Unis d'Amérique.

Alinéa g) – Comment les contrôles effectués aux frontières de votre pays empêchent-ils le mouvement de terroristes? Quelles procédures appliquez-vous à cette fin pour la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage? Quelles mesures avez-vous prises pour empêcher la contrefaçon, etc., de ces documents?

Depuis le 11 septembre 2001, le Service des douanes et de l'immigration d'Antigua-et-Barbuda a institué des contrôles stricts de la circulation des biens et embarcations à l'entrée du territoire.

Comme suite à la résolution 1373 (2001), des mesures spécifiques ont été prises pour resserrer le dispositif de sécurité aux frontières du pays. Tous les bagages à main des passagers sont systématiquement fouillés et inspectés avant l'embarquement par un personnel formé à la détection de certains biens stratégiques pouvant servir de précurseurs à des armes terroristes. Ces fouilles méthodiques ont permis de détecter des substances interdites, des marchandises de contrebande et des devises non déclarées.

Le Gouvernement peut, en vertu de la loi sur l'immigration et les passeports, déclarer certaines personnes ou catégories de personnes étrangers indésirables. Les terroristes et certains membres notoires d'organisations terroristes ou personnes qui financent notoirement des activités terroristes relèvent de cette catégorie de personnes. Par suite, toute personne appartenant à cette catégorie trouvée en Antigua-et-Barbuda pourra être expulsée.

Les candidats à la nationalité d'Antigua-et-Barbuda doivent avoir séjourné au moins sept ans dans le pays et fournir des informations sur leur pays d'origine et les

noms et adresses de leurs père et mère. Ils doivent également produire un rapport de police et sont soumis à une enquête policière.

À l'exemple des passeports de nombreux pays, celui d'Antigua-et-Barbuda comporte un certain nombre de verrous visant à en prévenir la contrefaçon et l'usage frauduleux. Antigua-et-Barbuda a institué un visa d'entrée pour les nationaux de certains pays.

Paragraphe 3

Alinéa a) – Quelles mesures avez-vous prises pour intensifier l'échange d'informations opérationnelles dans les domaines visés à cet alinéa?

Antigua-et-Barbuda s'est déjà dotée d'un service d'enquêtes financières sophistiqué chargé de l'application de la législation antiblanchiment d'argent, à savoir la Direction nationale de la lutte contre le blanchiment d'argent et les drogues (ONDCP). En vertu de la loi portant prévention du blanchiment d'argent, le Directeur de l'ONDCP, autorité de tutelle, exerce des pouvoirs étendus sur les institutions financières internes dont il reçoit tous renseignements d'ordre financier. L'ONDCP a également tissé un vaste réseau de relations avec les services du renseignement financier de la région des Caraïbes, des Amériques et d'Europe. Le Directeur de l'ONDCP est également l'autorité de tutelle instituée par la loi de 2001 portant prévention du terrorisme de sorte que les nombreux réseaux de communication mis en place par l'ONDCP aux fins de la lutte contre le blanchiment d'argent servent également aux fins de la lutte contre le terrorisme et le financement d'activités terroristes.

Antigua-et-Barbuda est liée à des organisations internationales par des accords multilatéraux d'échange d'informations sur la criminalité transnationale organisée, y compris les activités terroristes. La Force de police d'Antigua-et-Barbuda collabore étroitement avec ses homologues des territoires des Caraïbes. Antigua-et-Barbuda a conclu avec d'autres pays des accords officiels et officieux d'assistance en matière de lutte contre les infractions graves, y compris le terrorisme et les infractions connexes. En outre, le pays est lié à la Gendarmerie royale canadienne et au FBI par un accord officieux d'échange d'informations et d'assistance en matière d'enquêtes et de poursuites de crimes transnationaux.

Antigua-et-Barbuda est membre du Réseau de sécurité régionale des pays des Caraïbes orientales et de la Barbade, qui se veut un dispositif commun de surveillance des territoires et d'échange d'informations sur le mouvement des trafiquants de drogues et les activités d'associations de malfaiteurs dans la région, y compris les renseignements aux fins de la lutte contre le terrorisme et les crimes transnationaux.

Alinéa b) – Quelles mesures avez-vous prises pour échanger des renseignements et coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Dans le cadre du système de sécurité régionale, les gardes-côtes, les services des douanes et de l'immigration contrôlent la circulation des personnes et des biens, y compris les marchandises de contrebande. Aux termes de la loi sur l'administration et le contrôle des douanes tous les voyageurs au départ et à l'arrivée doivent déclarer, notamment, toutes espèces en leur possession, d'une valeur supérieure à 5 000 dollars des États-Unis et en indiquer l'origine. Est en outre interdit le port d'armes à feu à bord d'aéronefs et les agents des douanes ont pour consigne expresse de rechercher systématiquement les armes à feu et articles stratégiques qui peuvent servir d'armes offensives.

La législation d'Antigua-et-Barbuda en matière d'immigration habilite le Gouvernement à déclarer certaines personnes ou catégories de personnes *persona non grata* non admises à entrer dans le pays.

Le Gouvernement a accompli les formalités nécessaires pour ratifier, conformément au droit interne les conventions de l'ONU consacrées à la lutte contre le terrorisme.

Alinéa c) – Quelles mesures avez-vous prises pour coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Le Gouvernement a ratifié les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres résolutions internationales contre le terrorisme préconisant la coopération dans la lutte contre le terrorisme et autres crimes transnationaux.

La loi sur l'entraide pénale, le traité d'entraide pénale, la loi d'extradition et d'autres accords informels conclus avec des organisations internationales et régionales organisent la coopération entre Antigua-et-Barbuda et d'autres États aux fins de la lutte contre le terrorisme et autres crimes transnationaux.

Alinéa d) – Quelles sont les intentions de votre gouvernement en ce qui concerne la signature ou la ratification des conventions et protocoles visés à cet alinéa?

Le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a ratifié les conventions des Nations Unies ci-après consacrées à la lutte contre le terrorisme et à son élimination :

1. Convention multilatérale sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction;
2. Convention sur la protection physique des matières nucléaires (texte d'application : loi No 16/1993 sur les infractions relatives aux matières nucléaires, entrée en vigueur le 10 juin 1993);
3. Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (mise en application par la loi No 14/1993 relative aux personnes jouissant d'une protection internationale, entrée en vigueur le 10 juin 1993);

4. Convention internationale contre la prise d'otages de 1979 (texte d'application : loi No 4/1993 relative aux prises d'otages, entrée en vigueur le 18 février 1993);
5. Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (texte d'application : loi relative aux détournements d'aéronefs, entrée en vigueur le 3 décembre 1975);
6. Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide (texte d'application : loi sur le génocide, entrée en vigueur le 3 décembre 1975).

Antigua-et-Barbuda a adopté la loi No 17 de 1993, portant répression du terrorisme, comportant une liste d'infractions de terrorisme dont le meurtre, l'homicide involontaire, le viol, l'enlèvement, la séquestration, l'incendie criminel, l'usage d'explosifs pour commettre des crimes, la détonation de poudres ou l'envoi de substance explosive dans l'intention de porter gravement atteinte à son intégrité corporelle et le dépôt de poudre près d'un édifice dans l'intention de causer des blessures corporelles.

Alinéa e) – Donner tous renseignements pertinents sur l'application des conventions, protocoles et résolutions visés à cet alinéa.

Voir la réponse à l'alinéa d) ci-dessus.

Alinéa f) – Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d'asile n'ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié? Veuillez citer des exemples à ce sujet.

Le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda envisage de modifier la loi portant prévention du terrorisme à l'effet d'y insérer une disposition visant à empêcher l'octroi de l'asile aux demandeurs dont on sait ou dont on soupçonne qu'ils ont participé à des activités terroristes.

Partie à la Convention sur les réfugiés de 1951, Antigua-et-Barbuda se conforme à la disposition qui veut que le bénéfice de l'asile ne puisse être accordé à quiconque est recherché ou soupçonné d'avoir commis des crimes contre l'humanité.

Alinéa g) – Quelles procédures avez-vous mises en place pour empêcher que les terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié? Veuillez donner des détails sur les lois ou les procédures administratives qui empêchent que la revendication de motivations politiques ne soit considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés. Veuillez citer les cas pertinents.

Aux termes de la loi sur l'immigration et les passeports, le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda est habilité à déclarer des personnes ou catégories de personnes étrangères indésirables ne pouvant être admises dans le pays. Toute personne frappée d'interdiction trouvée sur le territoire d'Antigua-et-Barbuda pourra être poursuivie et expulsée en cas de condamnation.

Depuis le 11 septembre 2001, les services d'immigration d'Antigua-et-Barbuda ont durci le contrôle des passeports et documents de voyage de toutes les personnes au départ d'Antigua-et-Barbuda et à l'arrivée dans le pays. Les contrôles de sécurité sont effectués à l'aide d'un système informatisé. Ce système renseigne instantanément sur l'identité et la date de naissance, le lieu de naissance, la nationalité et le numéro de passeport du passager. Il précise également le dernier endroit visité par l'intéressé et l'identité de la compagnie empruntée à l'arrivée.

Le système permet aux services d'immigration de repérer les porteurs de faux passeports au départ d'Antigua-et-Barbuda.

En vertu de la loi d'extradition, toute personne convaincue de crime de terrorisme à l'étranger pourra être extradée ou expulsée d'Antigua-et-Barbuda. La loi d'extradition énumère les infractions visées par les conventions ci-après qui donnent lieu à extradition :

- a) Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (Convention de Tokyo) de 1963;
- b) Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (Convention de La Haye);
- c) Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Convention de Montréal) de 1971;
- d) Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (Assemblée générale des Nations Unies, 1973);
- e) Convention internationale contre la prise d'otages (1979);
- f) Convention sur la protection physique des matières nucléaires (1980);
- g) Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Convention contre la torture) de 1984; et
- h) Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Nations Unies, 1948).

Les infractions à la loi portant répression du terrorisme sont passibles d'extradition même en l'absence d'accord d'extradition entre Antigua-et-Barbuda et l'État requérant.

Paragraphe 4

La Chambre des représentants d'Antigua-et-Barbuda a ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et ses protocoles se rapportant au trafic illicite de migrants et à la traite des personnes.

Les textes d'application de cette convention sont en cours d'élaboration. La Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et la Convention interaméricaine contre le terrorisme devraient être ratifiées lors de la session de la Chambre des représentants en juillet 2002.